

Royan d'abord et à tout prix

Michel Gautier, auteur de *Poche de Saint-Nazaire, neuf mois d'une guerre oubliée*
Geste Editions, 2015

Comme le général de Gaulle lui-même le relate dans le tome III de ses *Mémoires de guerre*, il écrivit à plusieurs reprises à Eisenhower – et la première fois à l'automne 1944 - pour lui demander le détachement d'une partie des forces françaises engagées sur le front principal pour libérer les poches de Gironde et le port de Bordeaux. Il en allait de l'honneur et de la fierté nationale, mais cette prise aurait aussi constitué une sorte de base de reconstruction et de reprise en main d'une armée régulière où il aurait pu commencer à refondre dans le grand creuset national les forces issues du maquis avec les officiers de l'Armée d'armistice prêts à reprendre du service sous ses ordres. Dès le 18 septembre 1944, en déplacement à Saintes, il avait assuré les officiers en charge des opérations sur le front de Charentes et Saintonges, que « *les poches allemandes devaient être réduites par la force et le seraient* » ! Il avait même fait une promesse à l'amiral Hubert Meyer - encore capitaine de corvette à l'époque - qui mena les négociations avec l'amiral Schirlitz pour la reddition de La Rochelle : « *Une division blindée sera acheminée ici dans un délai que je ne puis préciser mais qui sera bref* ». L'opération portait déjà un nom, « Indépendance ». Restait à convaincre Eisenhower et surtout l'irascible Churchill pour obtenir le feu vert et les soutiens tactiques nécessaires. Le colonel Adeline, organisateur des maquis de Dordogne, qui venait de libérer Bergerac, Bordeaux, Libourne, Rochefort et Marennes et, à la tête des FFI du sud-ouest, d'enfermer l'ennemi dans les poches de La Rochelle, de Royan et de Graves, avait reçu le message cinq sur cinq.

Mais, outre la 1^{ère} division blindée du général Touzet du Vigier, qu'on aurait pu détourner provisoirement du front alsacien et qu'on avait commencé de regrouper autour de Vesoul à la fin novembre 1944, il fallait des moyens de bombardement naval et aérien, donc entamer des négociations compliquées avec l'état-major anglais, encore plus réservé que l'américain. On commença pourtant de rassembler les premiers à Plymouth sous les ordres du contre-amiral Rue (avisos, croiseurs, destroyers, torpilleurs, auxquels s'adjoindraient, au jour J, des corvettes et des frégates). Quant aux moyens aériens, les équipages du général Corniglion-Molinier, appartenant à la 1^{ère} Force aérienne tactique, se tenaient prêts à sauter à bord d'une centaine d'appareils pour l'essentiel basés à Cognac. L'opération « Indépendance » était programmée vers le 10 janvier 1945.

C'est alors que se présenta un obstacle de taille lorsque la puissante mécanique alliée qui avait pris son essor lors de la percée d'Avranches commença, faute du ravitaillement suffisant, de s'enrayer en Alsace et dans les Ardennes. Avec le déclenchement de la contre-offensive allemande dans les Ardennes le 16 décembre 1944, il n'était plus question pour de Gaulle de disputer à Eisenhower la présence de sa 1^{ère} DB sur ce front qui serait encore plus menacé d'effondrement si elle venait à manquer à la 1^{ère} armée de Lattre. Les « *nécessités d'ordre national* » invoquées d'abord par de Gaulle pour défendre son dossier « poches de Gironde » devenaient caduques dès lors que le front principal risquait de craquer, et la 1^{ère} DB fut aussitôt renvoyée en Alsace tandis que l'opération « *Indépendance* » était mise en sommeil. Pas pour longtemps cependant, puisqu'on en relança le compte à rebours une fois la contre-offensive allemande enrayerée. Entre temps, de Gaulle avait confié la direction générale des opérations sur le front ouest au général de Larminat, avec la mission de réduire les

résistances allemandes des poches de l'Atlantique... Mais, pour l'instant, sans moyens ! Au moins, de Larminat parvint-il à réorganiser les FFI en 5 divisions d'infanterie et à les envoyer monter la garde autour des poches. À défaut de les réduire ! Ce dont il se plaindra longuement dans ses *Chroniques irrévérencieuses*.

Quant au colonel Adeline - qui allait devenir général en mars 1945 - il se préparait à réaliser sa promesse de Saintes devant de Gaulle en septembre 1944, celle de libérer Royan. Il participera effectivement à cette mission à la tête de 6 bataillons d'infanterie, un régiment de chars et 4 groupes d'artillerie... Mais seulement à partir du 14 avril 1945 ! Avant le succès final de cette opération rebaptisée « *Vénérable* », on aura connu bien des vicissitudes et bien des drames qui donneront une coloration tragique à cette « guerre des poches », tellement désirée par le chef de la France libre et dont la seule réalisation aboutie sera finalement la libération de Royan, à une date où elle sera devenue totalement inutile. Si elle avait eu lieu à l'automne 1944, comme il l'avait souhaité, la mission d'Edgar de Larminat de libérer les poches aurait peut-être prospéré, mais sa mise en œuvre partielle, à quelques semaines de la chute du Reich, allait laisser plus d'amertume que de fierté.

~

Il fallut en effet, pour le malheur des habitants de Royan, que le général Ralph Royce, commandant la *1st Tactical Air Force*, venu rendre visite à de Larminat le 10 décembre 1944 dans son QG de Cognac lui glissât à l'oreille que, faute de libérer Royan avec les moyens prévus pour « *Indépendance* », on pourrait en assouplir les défenses avec des bombardiers lourds. On aurait même pu confier cette mission à des équipages en formation en provenance d'Angleterre. Il n'était pas question bien sûr de bombarder la ville de Royan elle-même, mais les installations allemandes de la pointe de la Coubre et celles de la pointe de Grave, désertée par ses habitants. De Larminat remit à Royce les plans d'attaque de ces défenses établis par les aviateurs de Corniglion-Molinier qui les avaient déjà bombardées, et on jura que les civils seraient tous évacués de la zone à partir du 15 décembre... Sauf peut-être quelques collabos ! Le 18 décembre, dans un rapport au général Doolittle, commandant la *8^{ème} Air Force*, le général américain Anderson, adjoint au commandant des forces aériennes alliées pour les opérations, confirmait donc que « *la population civile [avait] été évacuée de Royan et qu'après le 15 décembre 1944, la ville et les défenses côtières [pouvaient] faire l'objet d'une attaque aérienne* ».

On sait ce qu'il en advint pour les civils de Royan dans la nuit du 4 au 5 janvier 1945, lorsqu'en plein sur une ville endormie sous la neige, la mort tomba des soutes de 354 Lancaster du 4^{ème} Groupe de bombardement de la RAF, déversant en deux vagues successives 1 637 tonnes de bombes explosives, puis 14 tonnes de bombes incendiaires venant submerger de leur feu les sauveteurs de la première attaque. Spectacle d'apocalypse éclairé comme en plein jour où se débattaient 2 700 civils dont un demi-millier furent tués et plusieurs centaines blessés grièvement. On ne retrouvait plus le tracé des rues sous les gravats de 4 000 bâtiments rasés et de 6 000 autres partiellement détruits. Il fallut un cessez-le-feu provisoire entre le 9 et le 18 janvier pour permettre l'évacuation des cadavres, des blessés et des sinistrés. Quant aux Allemands, moins d'une cinquantaine avaient été mis hors de combat.

Toutes les hypothèses ont été avancées : erreurs de carte, mauvais temps, dérive des balises lumineuses... Des aviateurs attesteront en tout cas qu'il s'agissait pour Sir Arthur Travers Harris, *Air Marshal* du *Bomber Command* de la RAF, dit « le bombardier », de leur confier cette nuit-là une mission de guerre pas trop méchante, pour conclure leur stage de « *formation opérationnelle* » ! D'autres prétendent que *Bombing Harris* souhaitait vider ses soutes avant la fin de la guerre et qu'il fallait bien tester quelque part les premières bombes au napalm... ! C'est en tout cas la thèse de l'historien américain Howard Zinn qui fut l'un de ces aviateurs engagé dans la 8^{ème} armée de l'air comme bombardier : « *Ainsi nous allions*

emporter un nouveau type de bombe dans nos soutes (...) : c'était du napalm - la première utilisation du napalm dans la guerre en Europe. Nous avons survolé Royan - 1 200 gros bombardiers pour attaquer quelques milliers de soldats allemands - et nous avons lâché nos bombes, tuant quelques soldats, mais détruisant la ville de Royan ».

D'autres prétendent encore, que des exaltés de l'état-major du général de Larminat auraient poussé Ralph Royce - au cours d'une soirée un peu trop arrosée au camp de presse de l'état-major de Cognac - à cette opération de matraquage général destinée à couper toute tentative d'arrangement, non seulement avec Schirlitz à La Rochelle, mais aussi avec Michahelles commandant les poches de Gironde. C'est en tout cas une des hypothèses de Jacques Mordal dans son livre *Les poches de l'Atlantique*. Il en émet aussitôt une autre, d'ailleurs peu contradictoire, selon laquelle Royce aurait oublié de joindre la carte fournie par de Larminat sur l'emplacement des défenses à bombarder, situées à une quinzaine de kilomètres de Royan. Il s'étonnait aussi qu'au moment même où les Anglais détruisaient Royan, des aviateurs américains à bord de dix *Liberator*, bombardaient, eux, avec beaucoup de précision, les installations allemandes de la Coubre ! L'ordre N° 1719 communiqué à la Royal Air Force était en tout cas le suivant : « *Détruire la ville forteresse défendue par l'ennemi et occupée uniquement par des troupes allemandes* » ! Quant à de Larminat, il affirma dans ses *Chroniques irrévérencieuses* ne pas croire à une dérive des balises lumineuses ni au manque de visibilité, mais bien à une décision délibérée du *Bomber Command* dont les raisons lui demeuraient obscures, alors que sa demande et celle de l'état-major français était bel et bien le bombardement de La Coubre dont il avait fourni les plans et la situation à 17 km de la ville.

~

Une pancarte fut dressée à l'entrée de la ville en ruines : « *Ici Royan, vile détruite par erreur* » ! Alors que les poches de Gironde étaient toujours occupées, l'angoisse gagna aussitôt les civils des autres poches : « *S'ils l'ont fait à Royan, ils vont le faire pour nous, sans tenir aucun compte des empochés* ». Et pour autant, le plan initial n'était pas abandonné puisque, une fois la poche de Colmar réduite et l'ennemi repoussé au-delà du Rhin, de Gaulle et de Larminat revinrent aussitôt à la charge auprès d'Eisenhower pour obtenir les autorisations et les aides refusées au début de l'hiver. Cette fois, c'est le général Leclerc et sa 2^{ème} DB que l'on envoya en Charente pour mener à bien une opération « *Indépendance* » rebaptisée opération « *Vénérable* » le 4 avril 1945. Le déplacement de cette division blindée tint du prodige logistique en cette période de grand bouleversement de toutes les infrastructures routières et ferroviaires, puisque, partie d'Alsace le 2 mars, elle était prête au combat devant Royan le 10 avril, et enlevait les poches de Gironde du 14 au 17 avril... Avant de se retrouver sur la Sarre le 1^{er} mai, pour prendre le nid d'aigle au Berghof de Berchtesgaden le 5 mai. Il fallait accorder encore bien de l'importance à cette mission qui n'avait rien de stratégique pour engager une telle débauche de moyens et d'énergie.

Pour venir à bout de 8 000 soldats allemands, outre les chars de Leclerc, on concentra en effet les 23 700 hommes de la division Gironde sous le commandement du général Anselme qui allait lancer à l'attaque le groupement nord du colonel Granger et le groupement sud du général Adeline ; ajouter les 6 700 hommes de la brigade Oléron du général Marchand. La puissance de feu rassemblée pour épauler l'assaut de ces 30 000 hommes était considérable, constituée de 200 chars et 250 pièces d'artillerie, auxquels il fallait ajouter les 1 200 forteresses volantes et bombardiers B26 de la 8^{ème} *American Air Force* et la *French Naval Task Force* comportant entre autres le cuirassé Lorraine et le croiseur Duquesne. Avant l'attaque, Edgar de Larminat s'adressa à ses hommes : « *Le moment est venu de faire sauter la forteresse ennemie Royan - Grave. Les moyens matériels sont réunis, le succès de l'opération ne dépend plus que de l'audace et de la sagesse des chefs, de la valeur*

et de l'intelligence des soldats. L'ennemi est solidement retranché et puissamment armé. Tout porte à croire qu'il se défendra courageusement. Soldats FFI du Front de l'Atlantique, votre heure est venue. Vous recevrez l'aide des camarades chevronnés de la division Leclerc et de l'artillerie américaine. Montrez-leur, montrez à la France, que vous savez vaincre dans une bataille en règle. Soldats, aviateurs, marins, vous vous battez pour libérer un coin de notre sol. Mais vous vous battez surtout pour dégager le port de Bordeaux, indispensable à nos importations, pour que les Français mangent à leur faim, l'hiver prochain. C'est une part notable de la renaissance du pays qui est entre vos mains, pensez-y. » On voit bien toute la dimension politique de ce discours : « *Montrez-leur, montrez à la France... Montrez que vous savez vaincre dans une bataille en règle... Une part notable de la renaissance du pays est entre vos mains* ». Il s'agissait donc de renouer avec l'honneur national face au peuple français, avec la fierté militaire face à nos alliés, et d'offrir aux soldats français une revanche trop longtemps attendue.

Après trois jours de combat, 100 000 coups de canons et 7 000 tonnes de bombes qui achevèrent la destruction de la ville, le contre-amiral Hans Michahelles se rendit avec son état-major - il sera acquitté par le tribunal militaire de Bordeaux. Le bilan des pertes FFI s'éleva à 364 tués, 13 disparus et 460 blessés ; celui des victimes civiles à 47 tués et 36 blessés ; et celui de l'ennemi à 1 000 tués, 800 blessés et 8 000 prisonniers. Restait à enlever le lendemain la pointe de la Coubre, celle de Graves le 20 avril, et Oléron le 22. Enfin, on venait de libérer une poche ! Mais le lendemain, les correspondants de guerre locaux eurent du mal à rendre les sentiments d'effroi qui les saisirent à la vue de Royan libéré. Celui des *Forces françaises* écrivait le 25 avril : « *Royan n'est plus une ville, c'est un amas de ruines* » ; et celui de *La voix des Charentes*, le 21 avril : « *Royan est libérée mais c'est une ville martyre, tordue par les incendies, inhabitable pour un long moment par sa population* ». Que l'on ait détruit Saint-Malo ou Brest pour les prendre à l'été ou à l'automne 1944 pouvait se justifier par les nécessités et les urgences de l'heure, s'exprimant par la furia offensive d'une armée encore mal assurée de sa suprématie, mais que l'on achevât de détruire à la mi-avril 1945 une ville déjà martyrisée trois mois plus tôt ne laissait pas d'étonner.

D'autant qu'aux ravages des bombes, des obus et du napalm, il fallait ajouter « les pilleries » des libérateurs, le mot est de Larminat, et sans doute visait-il à en atténuer la gravité. Comme le confirme Jacques Mordal : « *Pour certains maquisards, tous ceux qui se trouvaient dans la poche étaient obligatoirement vendus aux Allemands ! La plupart furent malmenés, enfermés avec les prisonniers allemands, menacés... Le pillage fut éhonté* ». Dans son ouvrage *Bombardement et libération de la poche de Royan*, Marie-Anne Bouchet Roy note aussi : « *Il est difficile d'admettre que le général de Larminat ignorait la situation, alors que certains habitants se voyaient interdire l'entrée de leur maison pendant qu'on les déménageait, alors que même le chef du service de police militaire chargé de réprimer le pillage y était mêlé* ». Maints témoignages confirment que les « libérateurs » se livrèrent bien à un pillage systématique des ruines et que tout ce qui avait un peu de valeur s'entassait dans des convois pour être vendu à Bordeaux ou à Saintes. Alors que la ville était maintenue en état de siège et sous le régime de la loi martiale assurée par l'armée jusqu'au 1^{er} juin 1945 ! Comment s'étonner alors que Royan fût la seule ville française qui n'ait jamais fêté sa Libération.

~

Mais certains Royannais apportèrent un éclairage encore plus embarrassant sur la raison profonde de l'admonestation de Larminat à ses troupes, à la veille de l'assaut : « *Montrez-leur que vous savez vaincre* » ! Le docteur Pierre Veyssières par exemple (adjoint au maire de Royan, président de la section de Royan des déportés de la Résistance)

dans une lettre ouverte au Général de Larminat le 1^{er} mai 1947 : « *Vous dites que l'un des mobiles de l'attaque des 14, 15 et 16 avril fut le désir des troupes de libérer le sol de la patrie : "Ils ne voulaient pas que l'ennemi capitule de son propre gré et eut l'impression d'être vaincu". Me permettez-vous, mon général, de voir ici l'aveu que l'ennemi eût capitulé si l'on avait voulu et su, par des voies extra militaires, l'amener à la capitulation ! Or, nous sommes certains qu'en août et septembre 1944, l'état-major allemand commandant la forteresse de Royan, fit des propositions de reddition qui, si elles avaient abouti, auraient évité le pire. Nous savons qu'à deux reprises, il avait pris contact avec le colonel Cominetti, dit Charly, commandant les troupes du Médoc. Nous savons aussi que ces tentatives de négociations furent purement et simplement repoussées par l'état-major français de Bordeaux, pour ajouter sans doute à la grandeur du prestige militaire... Et peut-être aussi, s'interrogeait féroce le docteur Veyssières, « parce que le général de Larminat se morfondait à Cognac dans l'inaction, alors que d'autres chefs se couvraient de gloire et d'honneur sur le front d'Allemagne !... Mais n'y a-t-il pas autant de gloire à être un pacificateur qu'un pourfendeur ? »*

Point de vue renforcé par celui de Paul Métadier, ancien maire de la ville et conseiller général, dans sa lettre ouverte au Président du Conseil, en février 1948 : « *... À cette date, les Russes arrivaient devant Berlin et la capitulation de l'Allemagne était imminente. Du point de vue de l'intérêt national, il suffisait d'attendre la conclusion normale des événements. Mais du point de vue du gouvernement militaire d'alors, il était urgent d'entrer en campagne pour ne laisser cette ultime occasion s'évanouir sans procurer aucun avantage... Sous le couvert de la patrie, jusqu'à preuve contraire, apparaissent surtout des intérêts corporatifs qui, pour obtenir satisfaction, ont provoqué une seconde catastrophe venant compléter celle du 5 janvier.*»

Après avoir regretté que le bombardement du 5 janvier 1945 ait été complètement oublié, Paul Métadier se livrait ensuite à la relecture du compte-rendu des journées du 15 au 18 avril 1945, publié par le journal *Le Monde* : « *L'attaque fut préparée par des bombardements exécutés à deux reprises, par 1 300 forteresses volantes et Liberator. La Marine française participait également aux opérations sous le commandement d'un amiral hissant son pavillon sur le cuirassé Lorraine, accompagné de croiseurs et de torpilleurs, montés par 8 000 marins. Les forteresses volantes ont utilisé de puissantes bombes explosives et des bombes incendiaires. Pour la première fois, les bombardiers lourds ont lâché de gros bidons emplies d'une substance extrêmement inflammable qui se répand sur le sol et brûle tout sur un espace de 60 mètres carrés. 725 000 litres de ce liquide ont été déversés sur la zone à occuper [il s'agissait de napalm]. Deux colonnes étaient parties de Cozes et de Saujon pour prendre possession de Royan où elles entrèrent le même jour sans rencontrer beaucoup de difficultés, à en juger par ce compte rendu, littéralement reproduit : "Dans l'ensemble, la résistance ennemie a été très faible et un nombre important de prisonniers a été fait... Entrées dans la forteresse de Royan (?) à la fin de la journée, les troupes françaises y ont trouvé les défenseurs allemands encore hébétés et complètement désemparés, à la suite de l'écrasant bombardement aérien exécuté au cours de la matinée par l'aviation alliée. La plupart des prisonniers faits dans cette poche de l'Atlantique sont de tout jeunes soldats qui, dans l'ensemble, se sont rendus sans combattre"».*

Considérant que le général de Larminat se fourvoyait en prétendant avoir écrit « *une nouvelle page de gloire* », alors qu'il n'avait été qu'« *un exécutant fidèle et empressé* », son censeur transformait ses lauriers en cendre et s'en prenait « *au gouvernement pleinement responsable* ». Quelques jours plus tard, en effet, le général de Gaulle concluait sa visite de « *la région libérée de Royan* » par ces mots : « *Ce qui a été fait a été très bien fait ! C'est donc aujourd'hui une grande journée [...] Il fallait dégager Bordeaux [...] L'embouchure de la Gironde est libre* ». Ce à quoi Métadier rétorquait : « *Le motif indiqué n'est qu'un prétexte,*

parce que complètement erroné. L'accès du port de Bordeaux était obstrué par un barrage de cargos coulés après avoir été chargés de matériaux lourds. Il a fallu plusieurs mois pour ouvrir un passage à la navigation. Les vingt jours gagnés en avril n'ont eu aucun effet utile... »

Paul Métadier poursuivait alors son réquisitoire : *« La catastrophe est complète. Elle était évitable. Des fautes successives ont été commises. Dès le début, le commandement militaire français a fait opposition à la reddition de l'amiral allemand entre les mains du général britannique Torr, ainsi qu'il est constaté dans le livre de l'ancien ambassadeur, Sir Samuel Hoare. D'autres propositions, directement faites au commandement français, auraient été également repoussées. »* Point de vue confirmé par Marie-Anne Bouchet Roy dans son livre *Bombardement et libération de la poche de Royan* où on peut lire à la page 62 : *« Grâce à d'habiles pourparlers menés avec persévérance par le commandant Meyer, les troupes allemandes de La Rochelle se sont rendues sans combat. Mais le 2 février, quand l'amiral Michahelles propose, toujours au commandant Meyer des négociations pouvant aboutir à une éventuelle reddition, l'état-major répond : "Il serait bien difficile de priver d'un combat ardemment désiré et d'une victoire certaine, l'armée du Sud-ouest qui piaffe l'arme au pied depuis des mois". »*

Restait pour Paul Métadier à conclure sa charge par une pique infâmante à l'encontre des libérateurs des poches de Gironde : *« Les Allemands furent maintenus sur notre sol, comme un gibier dans une réserve, pour une dernière battue, destinée, non à un tableau de chasse, mais à un tableau... d'avancement. Ce fut d'abord le bombardement du 5 janvier "tragique erreur". Ce fut ensuite l'attaque du 15 avril, aboutissant à une victoire facile, dont l'imagination extensive du général de Gaulle a fait "une grande journée". Mais, à moins de poursuivre "la grandeur" comme une chimère, comment peut-on concevoir une opération militaire qui se solde "sans bénéfice militaire", selon la propre expression du général de Larminat... »*

~

Il serait bien sûr tentant d'étendre cette question de la « réserve de chasse » promise à la curée à d'autres poches ayant échappé au même sort. Et pourtant, pour compliquer encore la controverse et en révéler tous les ressorts, il faut revenir sur les raisons profondes, à peine évoquées jusqu'ici, qui poussèrent l'état-major à ordonner cet assaut. Elles sont d'ordre psychologique, idéologique et politique, mais aussi d'ordre militaire, en dépit des apparences. Tout d'abord, s'agissait-il d'une simple récompense ou, pire, d'une « curée », accordée à une troupe d'anciens maquisards frustrés de ne pouvoir enfin prendre leur revanche sur les « Boches » ? Après avoir, pour certains, pris tous les risques à l'été 1944 pour libérer leur région et entraver le ralliement des troupes allemandes au front normand, ces hommes n'étaient-ils pas fondés à exiger de finir la besogne pour laquelle on les avait envoyés ici ? Ne pouvait-on reconnaître leur soif légitime de prouver leur valeur militaire et obtenir la reconnaissance de la nation, tout en permettant à de Gaulle de faire figurer cette nation sur la photo des vainqueurs ?

Guy Binot, historien royannais qui n'est pourtant pas tendre avec de Larminat, développe alors une thèse prenant en compte les obscures raisons d'un divorce et d'une incompréhension profondes entre deux catégories de Français dont les origines sociales ou géographiques, les idéologies et les engagements, pouvaient apparaître antinomiques : les « empochés » et leurs « libérateurs ». Il écrit en effet dans son livre *Royan, port de mer* : *« Larminat a peut-être partagé l'opinion de certains de ses officiers très anti-boches et tout aussi hostiles aux "Français restés avec leurs boches", selon le commandant Meyer. On relevait dans une lettre anonyme envoyée à L'Avenir de Royan en 1947, que la "ville était exclusivement habitée par des collaborateurs notoires lors de l'indispensable bombardement". Cette incompréhension s'explique. À Royan, certaines relations se sont*

créées au fil du temps entre les très nombreux occupants, présents depuis des années, et la population, car la cohabitation se déroule globalement sans histoire. Situation atypique d'une ville trop fortement occupée, incompréhensible pour les maquisards qui encerclent la poche et se battent durement depuis des mois contre un ennemi aussi anonyme que sanguinaire. Il est plus vraisemblable que Larminat et Corniglion-Molinier, deux aventuriers flamboyant, baroudeurs dans l'âme, n'ont aucune fibre sensible pour ces Royannais ancrés dans leurs habitudes et voulant avant tout sauvegarder leurs biens périssables, avec un tonus moral un peu mou, encore dégradé par l'occupation, qui ne sont pas pour la guerre totale et eussent volontiers envisagé une zone neutralisée.»

~

Mais il faut maintenant en venir à la défense du général de Larminat, défense à la fois sur le plan militaire et sur le plan politique et, plus étonnant encore, sur le plan « idéologique », s'inscrivant quasiment dans l'épuration de la « lutte des classes », avec ses ultimes conséquences en tant de guerre. Et donnons d'emblée le ton de cette défense en relisant ce portrait au vitriol d'une certaine bourgeoisie bordelaise, à la page 285 des *Chroniques irrévérencieuses* : « Les gens des Chartrons ne m'aiment pas. Ils en ont des raisons. Ce sont, comme dirait le général de Gaulle, « de petites gens qui font leur petite soupe dans leur petit coin, mais qui ont de grandes peurs ». Et leur plus grande peur de la guerre, ils l'avaient eu en 1944-45, du fait de l'existence des horribles FFI qui troublaient leur vie tranquille et leurs trafics ; ils l'avaient condensée sur moi, qui les commandais... » Dégoûté par « la mauvaise tenue nationale de Bordeaux pourtant libérée avec le minimum de dégâts », car les Allemands « souvent achetables s'y étaient laissés corrompre par le climat moral », de Larminat stigmatisait alors une ville « qui ne craignait qu'une chose, ses libérateurs FFI... ». Il se déclarait par exemple révolté par l'indifférence avec laquelle les Bordelais avaient accueilli son appel à participer à une collecte de sang en prévision des combats de Royan et de Graves, tandis que les familles « réputées communistes », des cheminots du gros nœud ferroviaire de Saintes y répondaient avec enthousiasme. Lors d'un discours tenu à Bordeaux au début du mois de mai 1945, il s'adressa directement à ces gens des Chartrons « qui sont un condensé de ce que la bourgeoisie française peut receler de mesquin, prétentieux, vaniteux, dur et antisocial ». Il ne leur cachait pas qu'à son avis « les braves garçons tombés à la pointe de Grave ne s'étaient pas fait tuer pour perpétuer leurs privilèges et mauvaises habitudes... Que les plus élémentaires convenances prescrivaient aux gens des Chartrons, d'entourer et de choyer les blessés qui étaient nombreux dans les hôpitaux de la ville »... Qu'il espérait que pour la reconstruction, « les entrepreneurs seraient aussi efficaces qu'au service de TODT » dont ses soldats « avaient payé pour savoir que leur béton était solide ».

Après avoir démonté les aspects douteux de la convention du 18 octobre 1944 passée entre le commandant Meyer et l'amiral Schirlitz, commandant la place forte de La Rochelle, de Larminat signalait qu'elle contrevenait aux instructions données un mois plus tôt par le général de Gaulle : « Pour l'instant, j'autorise qu'une action d'intimidation soit poursuivie afin d'inciter l'ennemi à s'abstenir de tous sévices et de toutes destructions dans les poches. J'insiste sur le fait que les pourparlers ne devront jamais revêtir le caractère d'une négociation. C'est pas une attitude ferme, au besoin par la menace, et dans le sentiment que nous sommes les vainqueurs, que l'ennemi devra être amené à composition ». Si de Larminat ne dénonça pas cette convention lors de sa prise de commandement du front des poches, c'est qu'il ne disposait pas encore des moyens militaires de la remplacer par un rapport de force d'une autre nature, mais il signale bien qu'il la dénonça le jour même où il attaqua Royan, précisant : « Il n'était pas concevable que je me couvrissse du côté de Schirlitz par un arrangement de cet ordre au moment où je prenais à la gorge son voisin et subordonné Michahelles ».

Quant à la libération de Royan et des poches de Gironde à la mi-avril 1945, il ne fallait pas, d'après lui, en faire une lecture a posteriori, comme si l'on avait su à cette date qu'Hitler allait se suicider, que la capitulation du Reich était imminente et que les poches allaient se rendre sans un coup de canon. Il reconnaissait d'emblée : « ... Si l'on considère la tranquillité des gens du pays, cette attaque était mal venue. Il est certain aussi que le problème se fut trouvé résolu de lui-même un mois plus tard par la capitulation de l'Allemagne. Attaquer Royan vers la mi-avril serait donc un non-sens, un coup d'épée dans l'eau qui aurait entraîné des pertes et des destructions sans bénéfice palpable. Et le commandement qui l'a exécuté serait condamnable. Tout cela est indiscutable, vu a posteriori, et si l'on s'en réfère au seul critère des intérêts matériels locaux. La question est de savoir si, sur le moment, cette attaque avait une justification militaire, et si son intérêt, sur le plan de la nation, et non pas seulement celui des habitants de la région, légitimait les sacrifices qu'elle entraînait nécessairement. » Il rappelait aussi qu'« il était très sérieusement envisagé que l'ennemi chercherait à prolonger la lutte en utilisant des réduits prévus à l'avance, depuis les poches de l'Atlantique jusqu'au réduit bavarois en passant par certaines positions en Norvège et au Danemark, peut-être dans l'espoir et l'attente que des conflits se déclenchaient entre Alliés lors de la rencontre des Occidentaux et des Soviétiques, mais aussi pour pousser à l'extrême la résistance, finir farouchement en beauté, sans capitulation, dans le style "Götterdämmerung" - Crépuscule des dieux - cher aux Germains ». Cet argument psychologique n'est pas négligeable quand on pense qu'il s'agissait de défendre les fleurons des défenses avancées du Reich sur le front ouest, ces bases sous-marines qui avaient jusqu'alors surmonté tous les périls, y compris sous la forme de milliers de bombes totalement inefficaces. Pour attester de la force de cette opinion à l'époque, de Larminat soulignait d'ailleurs l'intérêt que les Alliés apportèrent aux opérations de Royan « considérées comme banc d'épreuve de méthodes qui pourraient être employées dans des cas semblables ».

De Larminat ajoutait alors un argument d'une grande portée politique, quand on se rappelle les efforts et les trésors d'habileté tactique dont de Gaulle dut faire preuve pour convaincre ses propres alliés de sa capacité à réarmer la nation et l'état français avec tous les éléments de sa souveraineté : « La considération que le monde a pour une nation (...) ne se mesure pas seulement à sa population, ses richesses, sa culture, mais avant tout selon sa virilité. Celui qui est réputé n'avoir le désir ni la force de défendre son bien, celui-là est une proie désignée »... Avant de poursuivre, en affaiblissant pourtant son propos par une note plus qu'ambiguë concernant les soldats « étrangers » : « Notre réputation de virilité, de valeur militaire, avait été terriblement atteinte en 1940. Les railleries des deux colosses, l'Américain et le Russe, étaient cruelles à subir. Certes les FFL, puis l'armée d'Afrique, celle d'Italie, la 1^{ère} Armée, avaient montré que le soldat français gardait sa valeur. Mais c'était des troupes de métier et en majorité composées de Nord-Africains, Africains, étrangers. Il était de toute autre portée que nos FFI, soldats sortis spontanément du terroir, démontrassent leur pugnacité, leur capacité à battre sur son terrain un ennemi puissamment armé et bien entraîné... Un pays qui a été battu, humilié, ruiné, ne peut reprendre son essor vers la renaissance s'il ne s'appuie sur une bonne conscience, la conscience de mériter son renouveau, de pouvoir porter la tête haute, d'être dégagé et lavé de ses souillures et de ses hontes par des actes de combat et des sacrifices, et quand bien même ceux-ci ne seraient pas immédiatement payants. »

Et voilà qu'il revenait à « ses Bordelais » pour une dernière estocade : « Les possédants du cru étaient fort scandalisés de devoir fournir le champ de bataille et beaucoup pensaient et pensent encore que ces Allemands, avec qui on vivait et l'on faisait des affaires depuis quatre ans sans trop de douleur quand on savait s'arranger, étaient au fond plus

supportables que ces soldats improvisés et turbulents venant des maquis, qui avaient la prétention de régler par les armes ce qui pouvait, avec un peu de compréhension, se traiter paisiblement... Tout au fond d'eux-mêmes, beaucoup d'hommes avisés eussent volontiers envisagé une sorte de zone neutralisée où Français et Allemands auraient attendu en bonne harmonie que les Seigneurs de la guerre règlent le conflit loin d'eux... Ce qui explique la rancune tenace qu'ils portent à ceux qui ont contribué à troubler leur tranquillité. J'ajouterai ceci. Ceux qui payèrent le vrai prix, avec leur sang, étaient tous éperdument volontaires, et jamais il n'y eut récrimination de leur part. Alors, que peuvent bien avoir à dire ceux qui n'ont souffert que dans leurs commodités et leurs biens périssables ? Ils ne les emporteront pas avec eux ».

~

Voilà une analyse que l'on pourrait étendre plus ou moins à d'autres poches, sinon à toutes, puisque si les Allemands décidèrent à l'été 1944 de se maintenir dans certains ports « à défendre jusqu'à la mort », c'est précisément qu'ils avaient été patiemment et sagement fortifiés et transformés en forteresse au cours d'une longue période pendant laquelle les populations riveraines avaient été nécessairement mêlées de gré ou de force à l'entreprise. Comment alors s'étonner que, là plus qu'ailleurs, occupés et occupants aient noué des relations et développé même des intérêts communs. Il faudrait alors faire la liste de toutes les collaborations plus ou moins imposées ou choisies : la collaboration économique menée sans défaillance depuis le début de la guerre par certaines entreprises, ou plus exactement certains entrepreneurs entraînant leur personnel - parfois à leur corps défendant - dans l'aventure au service de TODT ; la collaboration administrative et politique menée par les préfets eux-mêmes et de multiples corps intermédiaires, ainsi que par de nombreux maires ; la collaboration culturelle et idéologique de certains journaux soutenant la chasse aux Juifs, aux Espagnols, aux communistes, et menant la croisade sur les deux fronts, contre Churchill et contre Staline ; et, pour aller au pire, la collaboration des milices et autres officines.

Ce tableau s'appliquerait parfaitement à la Loire-Inférieure des années 40 telle que la décrit Christophe Belser dans *La collaboration en Loire-Inférieure 1940-1944*. Là aussi on s'était habitués à « ces Allemands, avec qui on vivait et l'on faisait des affaires depuis quatre ans, sans trop de douleur quand on savait s'arranger » ! On trouverait dans ce tableau le portrait de ces grands barons locaux des travaux publics, comme le doriote Jean Le Can, spécialiste de la construction des installations portuaires, bases sous-marines et autres ouvrages de défense, de stockage et de cantonnement à l'usage des Allemands. L'entrepreneur Grossin, nommé à la tête du GNE – Groupement nantais d'entreprises – regroupant 28 entreprises se partageant marchés et chantiers au service de l'occupant. Jean Le Guillou associé à l'entreprise berlinoise de BTP Walter et mettant ses 950 ouvriers aussi bien au service de la Luftwaffe que de TODT et de la Kriegsmarine (après avoir édifié le marché de Talensac et le stade Malakoff avant-guerre, il fut aussi en pleine occupation le fondateur du FC Nantes qu'il dirigera avant de laisser la main à son ami Marcel Saupin, membre comme lui du groupe « *Collaboration* »). André Morice, fondateur de l'ENTPP, principale entreprise française spécialisée dans la construction des aérodromes, qui au cours de l'Occupation réalisera au bas mot 30 millions de francs de bénéfice, en particulier sur les chantiers de Château-Bougon...

Mais il faudrait adjoindre à ces parrains de la collaboration économique ceux qui acceptèrent de mettre leur journal sous la coupe et la censure quotidienne du *Sonderführer* Menny, chef de la *Propagandastaffel* du département, comme le duo François Portais et son gendre René Bentz, à la tête du *Phare de la Loire*. Bientôt débordés par des collaborationnistes encore plus zélés comme leur éditorialiste Lucien Mignoton chantant les louanges de la

Milice, ils feront de leur journal le véritable porte-voix organique de l'occupant, tirant quotidiennement à 135 000 exemplaires.

Que dire encore de hauts fonctionnaires aveuglés par leur anticommunisme, comme le préfet Philippe Dupard, écrivant le 28 janvier 1943 à Fernand de Brinon pour l'assurer de son soutien à la bonne exécution des condamnations à mort dans le « *Procès des 42* » ? Christophe Belser rapporte le contenu de cette lettre à la page 342 de sa *Collaboration en Loire-Inférieure* (tome 1) : « *Il me semble que les 27 autres condamnations à mort [...] sont justifiées et que leur exécution ne pourra être l'objet d'aucune critique. J'estime que l'opinion publique comprendra que la peine de mort soit prononcée contre des membres d'une organisation terroriste qui ont effectué des attentats et des meurtres* ». Quant à Gaëtan Rondeau, maire de Nantes, il écrivait au mois de janvier 1942 au colonel von Trotta, successeur du colonel Hotz : « *Depuis que j'assume les fonctions de maire et, en particulier depuis le lâche attentat commis sur la personne du colonel Hotz, j'ai poursuivi avec le plus grand soin l'épuration de la ville en collaboration avec M. le commissaire central de police...* » S'ensuivait un long lamento dénonciateur du « *complot communiste* » ourdi par des Espagnols, des Italiens, des étrangers, des rouges et autres « *dynamiteros* » représentant un « *danger permanent* », ennemis mortels de la paix publique et du « *développement favorable des rapports franco-allemands* ».

Il s'agissait donc là de la collaboration des élites, et plus particulièrement des élites nantaises. Mais comment recouvrir du même opprobre les ouvriers des chantiers navals mis au chômage et trouvant leur gagne-pain dans la construction de la base sous-marine, les milliers de requis de toutes nationalités, ainsi que les nombreux paysans ou artisans locaux inscrits chaque jour par les maires sur les rôles des chantiers de défense à la demande des Kommandantur ! Et a fortiori, apparaît-il encore plus infondé d'appliquer une appréciation aussi infâmante à des populations empochées à partir de l'été 1944 qui, malgré le froid, la faim et la peur de la balle perdue ou des bombes annoncées pour leur libération, refuseront l'évacuation hors de la zone occupée, c'est-à-dire l'abandon et la perte quasi certaine de leur maison, de leurs biens, de leur ferme et de leurs animaux. Nous pourrions alors parler de « *connivence* », mais la confondre avec de la « *collaboration* » reviendrait à manquer largement sa cible et ne suffirait pas à rendre compte d'une complexité de la situation d'« *empoché* » où s'imposaient les nécessités quotidiennes et trop humaines d'un espace contraint et partagé. Autant nous pouvons reconnaître le stoïcisme avec lequel les FFI gardant la poche de Saint-Nazaire ont rempli leur mission, non pas jusqu'à « *la curée* » dénoncée plus haut, mais jusqu'à sa libération à l'heure que l'histoire avait choisie, autant faut-il reconnaître aussi l'endurance et la résilience des empochés.

Michel Gautier